

Référence : B.O N° 5648 du 13reheb 1429 (17-7-2008)

Décret n° 2-07-1064 du 5 reheb 1429 (9 juillet 2008) relatif à l'exercice de la pharmacie, à la création et à l'ouverture des officines et des établissements pharmaceutiques.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 17-04 portant code du médicament et de la pharmacie, promulguée par dahir n° 1-06-151 du 30 chaoual 1427 (22 novembre 2006), notamment les chapitres premier (section I et 3) et II (section 1 et 2) de son titre 11 relatif à l'exercice de la pharmacie ;

Vu le dahir portant loi n° 1-75- 453 du 25 hija 1396 (17 décembre 1976) instituant un ordre des pharmaciens ;

Vu le décret n° 2-75-863 du 11 safar 1397 (1^{er} février 1977) pris pour l'application de l'article 51 du dahir portant loi n° 1-75- 453 du 25 Hija 1396 (17 décembre 1976) précité ;

Après examen par le conseil des ministres réuni
le 4 reheb 1429 (8 juillet 2008),

DECRETE:

Chapitre premier

**De l'autorisation d'exercice de la profession de pharmacien
à titre privé par des marocains**

Article premier. - Pour l'application de l'article 93 de la loi susvisée n° 17-04, tout pharmacien marocain qui sollicite exercer sa profession à titre privé doit déposer, contre récépissé, une demande d'autorisation à cet effet auprès du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Art. 2. - La demande de l'autorisation visée à l'article premier ci-dessus doit être établie sur un formulaire arrêté et délivré à cet effet par le conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Elle doit être accompagnée des pièces suivantes en trois exemplaires :

1. la copie certifiée conforme à l'original du diplôme de docteur en pharmacie délivré par l'une des facultés de médecine et de pharmacie marocaines ou, à défaut, du certificat provisoire du diplôme ou d'un

- litre ou diplôme d'une faculté ou d'un établissement universitaire étranger, reconnu équivalent conformément à la réglementation en vigueur ;
2. la copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale ;
 3. le bulletin n° 3 du casier judiciaire, établi depuis moins de 3 mois, ou tout autre document officiel en tenant lieu ;
 4. la déclaration sur l'honneur du demandeur, dûment légalisée, certifiant qu'il n'est pas inscrit à un ordre des pharmaciens étranger ou d'une copie du document de radiation dudit ordre ;
 5. pour le demandeur ayant déjà exercé au sein de l'administration publique ou d'un établissement public, la décision de radiation des cadres ou toute autre attestation justifiant d'une cessation régulière des activités de l'intéressé, délivrée par le service auprès duquel il était en fonction ;
 6. la photo d'identité du demandeur.

ART. 3. - Préalablement à la délivrance de l'autorisation, le président du conseil national procède à la vérification de l'authenticité du diplôme délivré au Maroc ou à l'étranger.

Lorsqu'il s'agit de vérifier l'authenticité d'un diplôme national, le président du conseil en saisit dans un délai ne dépassant pas 15 jours, l'établissement universitaire de délivrance dudit diplôme.

Lorsqu'il y a lieu de vérifier l'authenticité d'un diplôme délivré par une faculté ou un établissement universitaire étranger, le président du conseil national en saisit dans un délai ne dépassant pas 15 jours, le ministère chargé des affaires étrangères qui procède aux diligences nécessaires.

Art. 4. - Le président du conseil national se prononce sur la demande d'autorisation d'exercice à titre privé de la profession de pharmacien, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la réponse relative à l'authentification du diplôme visée à l'article 3 ci-dessus.

L'autorisation est de droit au vu du dossier complet et de l'authenticité du diplôme délivré au Maroc ou à l'étranger.

Le refus d'autorisation doit être motivé et notifié par écrit à l'adresse déclarée par le pharmacien postulant.

ART. 5. - L'octroi de l'autorisation d'exercice de la profession de pharmacien à titre privé ne donne lieu à aucune rémunération.

ART. 6. - Les décisions d'autorisation prises par le président du conseil national de l'ordre des pharmaciens sont notifiées, dans un délai de 24 heures, au ministre de la santé et au secrétaire général du gouvernement.

Chapitre II

De l'autorisation d'exercice de la profession de pharmacien à

titre prive par des ressortissants étrangers

ART. 7. - L'autorisation d'exercice à titre privé de la profession de pharmacien par des ressortissants étrangers, prévue à l'article 94 de la loi n° 17-04 précitée, est délivrée par le secrétaire général du gouvernement après avis du ministre de la santé et du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

A cet effet, l'intéressé doit déposer, contre récépissé, auprès du secrétariat général du gouvernement, une demande établie sur un formulaire arrêté et délivré par ledit département et accompagnée des pièces suivantes en trois exemplaires :

1. la copie certifiée conforme à l'original du certificat de nationalité ;
2. la copie certifiée conforme à l'original du titre de séjour sur le territoire marocain, prévu à l'article 5 de la loi n° 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et l'immigration irrégulières ou à défaut, du récépissé de dépôt de la demande dudit titre ;
3. la copie certifiée conforme à l'original de l'acte de mariage à une personne de nationalité marocaine ou, le cas échéant, du livret de famille, lorsque le candidat n'est pas ressortissant d'un Etat ayant conclu avec le Maroc un accord par lequel les pharmaciens ressortissants d'un Etat peuvent s'installer sur le territoire de l'autre Etat pour y exercer leur profession ;
4. la copie certifiée conforme à l'original du diplôme de docteur en pharmacie ou du diplôme ou titre leur donnant le droit d'exercer dans l'Etat dont ils sont ressortissants et reconnu équivalent au diplôme national, conformément à la réglementation en vigueur ;
5. l'extrait du casier judiciaire établi depuis moins de 3 mois ou tout autre document officiel en tenant lieu ;
6. la déclaration sur l'honneur du demandeur, dûment légalisée, certifiant qu'il n'est pas inscrit à un ordre des pharmaciens étrangers ou une copie du document de radiation dudit ordre ;
7. pour le demandeur ayant déjà exercé au sein de l'administration publique ou d'un établissement public, la décision de radiation des cadres ou toute autre attestation justifiant d'une cessation régulière des activités de l'intéressé délivrée par le service auprès duquel il était en fonction ;
8. la photo d'identité du demandeur.

Art. 8.- Le secrétaire général du gouvernement délivre l'autorisation d'exercice, sous réserve du respect des dispositions de la loi n° 02-03 précitée et après vérification de l'authenticité du diplôme.

Il procède à la vérification de l'authenticité du diplôme conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

ART. 9. - Les décisions d'autorisation prises par le secrétaire général du gouvernement sont notifiées immédiatement au ministre de la santé et au président du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Chapitre III **Des officines de pharmacie**

Section première - Du dépôt des demandes de création ou d'exploitation des officines de pharmacie, de transfert des activités professionnelles et de leur recevabilité

ART. 10. - Tout pharmacien qui désire créer une officine de pharmacie est tenu de déposer, contre récépissé portant la date et l'heure de dépôt, une demande d'autorisation auprès du gouverneur de la province ou de la préfecture du lieu d'implantation de l'officine en projet.

Le récépissé précité donne date et heure certaines au dépôt et confère à son titulaire un droit dans l'ordre de priorité.

La demande d'autorisation précitée doit être accompagnée d'un dossier complet comportant les copies certifiées conformes aux originaux des documents visés à l'article 57 de la loi n° 17-04 précitée.

Art. 11. - En cas de société, la demande de création d'une officine est déposée par son représentant légal auprès du gouverneur de la province ou de la préfecture du lieu d'implantation de l'officine en projet, accompagnée d'un dossier comprenant outre les documents relatifs au local, les pièces suivantes :

- ✓ copie certifiée conforme à l'original de l'acte constitutif de la société ;
- ✓ l'autorisation d'exercice de chacun des pharmaciens associés ;
- ✓ l'attestation d'inscription de chacun des pharmaciens associés au tableau de l'ordre des pharmaciens ;
- ✓ l'attestation délivrée par le président du conseil national de l'ordre des pharmaciens certifiant que les pharmaciens associés ne sont ni propriétaires, ni copropriétaires d'une autre officine de pharmacie et qu'ils n'exercent aucune autre activité pharmaceutique ;
- ✓ l'attestation de mesurage et le dossier technique visés respectivement à l'article 20 et, le cas échéant, à l'article 21 ci-dessous.

ART. 12. - Lorsque la demande porte sur l'acquisition d'une officine de pharmacie existante, le pharmacien acquéreur est dispensé des conditions de distance et de respect des normes techniques relatives à la surface du local ainsi que de la production des documents relatifs au local, à l'exception des copies certifiées conformes aux originaux de :

- ✓ l'acte d'acquisition ou de promesse d'acquisition du fonds de commerce de l'officine de pharmacie ;

- ✓ soit l'acte d'acquisition ou de promesse d'acquisition du local abritant l'officine de pharmacie, soit l'acte du contrat de renouvellement ou de promesse de renouvellement du bail conformément à l'article 61 de la loi précitée n° 17-04.

Dans le cas où le bailleur refuse le renouvellement du bail, le pharmacien demandeur doit fournir la preuve que le pharmacien vendeur du fonds de commerce a notifié au bailleur par écrit ladite vente avec accusé de réception.

ART. 13. - En application des dispositions de l'article 59 de la loi n° 17-04 précitée, le transfert d'activités professionnelles d'une officine à une autre officine existante, doit faire l'objet d'une demande auprès du gouverneur de la province ou de la préfecture compétent à raison du lieu d'implantation de l'officine lieu du transfert.

ART. 14. -La demande de transfert doit être accompagnée des documents suivants :

- • selon le cas :
 - ✓ l'original du diplôme sur lequel l'autorisation est apposée, délivrée conformément aux dispositions du dahir n° 1-59-367 du 21 chaabane 1379 (19 février 1960) portant réglementation de l'exercice de la profession de pharmacien, de chirurgien dentiste, d'herboriste et de sage femme ;
 - ✓ l'original de la décision d'autorisation de création ou de transfert obtenue conformément aux dispositions de la loi n° 17-04 précitée;
- copie certifiée conforme à l'original de l'attestation d'inscription au tableau de l'ordre régional des pharmaciens du ressort territorial de l'officine lieu du transfert ;
- copie certifiée conforme à l'original du contrat d'acquisition ou de bail du local ou le contrat de promesse d'acquisition ou de bail ;
- copie certifiée conforme à l'original du contrat d'acquisition ou de promesse d'acquisition du fonds de commerce avec la copie certifiée conforme à l'original du contrat de renouvellement ou de promesse de renouvellement du bail conformément à l'article 61 de la loi précitée n° 17-04. Dans le cas où le bailleur refuse le renouvellement du bail, le pharmacien demandeur doit fournir la preuve que le pharmacien vendeur du fonds de commerce a notifié au bailleur par écrit ladite vente avec accusé de réception.

Outre les documents précités, le pharmacien demandeur du transfert doit fournir l'acte de cession ou de promesse de cession de son officine ou, à défaut, un engagement par lequel il s'engage à procéder à la fermeture de son officine dès l'obtention de l'autorisation de transfert.

ART. 15.- L'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de création ou d'exploitation d'une officine de pharmacie, ou de transfert des activités professionnelles ne peut être prononcée que lorsque le dossier présenté ne contient pas un des documents exigés par les articles 10, 11, 12 et 13 ci-dessus. Dans ce cas, le refus de réception du dossier doit être motivé par écrit et communiqué, immédiatement, à l'intéressé accompagné du dossier de la demande.

ART. 16. - Lorsqu'il est constaté lors de la réception ou au cours de l'instruction de la demande, des erreurs matérielles ou des discordances dans les documents fournis, le gouverneur accepte le dossier complet et invite le pharmacien postulant à procéder aux rectifications nécessaires et à fournir les documents y afférents au plus tard le jour de l'octroi de l'autorisation et avant la délivrance de celle-ci.

En tout état de cause, la date de validité des documents fournis doit être postérieure à celle du dépôt de la demande.

Section 2

Des modalités de mesurage de la distance minimale séparant l'officine de pharmacie en projet et celles avoisinantes

ART. 17. - Pour l'application de l'article 57 de la loi précitée n° 17-04, le mesurage de la distance minimale de 300 mètres devant séparer l'extrémité de façade la plus proche de l'officine en projet de celle de chacune des officines de pharmacie avoisinantes et, le cas échéant, de l'officine avoisinante en cours d'autorisation, est effectué, dans les conditions prévues à la présente section, par l'ingénieur géomètre topographe exerçant à titre privé, dûment assermenté et en situation régulière vis-à-vis de l'ordre national des ingénieurs géomètres topographes.

Art. 18.- Conformément à l'article 57 de la loi précitée n° 17-04, l'entrée principale de l'officine de pharmacie doit donner directement accès à la voie publique sauf lorsque l'officine est située dans un centre commercial.

On entend au sens du présent décret par centre commercial, les supermarchés, les kissariats et les espaces réservés au commerce dans les gares de chemins de fer, les gares routières, les aires de repos, les ports et les aéroports.

ART. 19. - La distance est mesurée à partir de l'extrémité de la façade la plus proche qui est constituée par l'intersection du parement intérieur de la partie exploitable de l'officine en projet et le parement extérieur de la façade la plus proche de chacune des officines de pharmacie avoisinantes.

La distance doit être horizontale réelle, suivant une ligne droite directe de 300 m, quelle que soit la pente du terrain.

Une fois le mesurage effectué, l'ingénieur géomètre topographe délivre au pharmacien postulant une attestation certifiant que le mesurage est réalisé en centimètres et chiffré en mètres.

Art. 20. - L'attestation visée à l'article 19 ci-dessus doit être accompagnée d'un dossier technique topographique comportant :

- ✓ des éléments de consultation du cadastre ;
- ✓ un croquis de levé ;
- ✓ tous les éléments de levé ;
- ✓ tous les éléments du calcul ;
- ✓ un plan de mesurage indiquant les officines de pharmacie avoisinantes et celles en projet, dont la liste est communiquée par le gouverneur compétent à l'ingénieur géomètre topographe sur sa demande.

ART. 21.- Lorsque la commune du lieu d'implantation de l'officine en projet ne dispose d'aucune officine de pharmacie sur son ressort territorial, le pharmacien postulant est dispensé de l'opération de mesurage de la distance minimale citée à l'article 57 de la loi précitée 17-04, sous réserve de fournir avec le dossier de demande d'autorisation de création, une attestation délivrée par l'autorité locale compétente précisant que la commune concernée est dépourvue d'officine de pharmacie.

Art. 22. - Les normes techniques d'installation, de salubrité et de surface auxquelles doit répondre le local devant abriter l'officine de pharmacie sont fixées par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'Ordre des pharmaciens.

Section 3 - Du contrôle de conformité

ART. 23. - En application des dispositions du premier alinéa de l'article 58 de la loi précitée n° 17-04, la commission de contrôle de conformité du local de l'officine aux normes techniques d'installation, de salubrité et de surface comprend :

- ✓ deux représentants du ministère de la santé dont au moins un inspecteur de la pharmacie, désignés par le ministre de la santé ;
- ✓ un représentant de l'autorité administrative locale, désigné par le gouverneur ;
- ✓ un représentant de l'ordre des pharmaciens dûment mandaté par le président du conseil régional du lieu d'implantation de l'officine objet du contrôle de conformité parmi les représentants figurant sur une liste fixée annuellement.

A cet effet, chaque conseil régional établit la liste de ses représentants, titulaires et suppléants, par province ou préfecture. Cette liste doit être communiquée annuellement par le président aux gouverneurs des provinces et préfectures du ressort territorial du conseil régional concerné.

En tout état de cause, le pharmacien représentant le conseil régional de l'ordre qui assiste à la commission de conformité ne doit pas être un pharmacien d'une officine de pharmacie avoisinante de celle en projet.

Art. 24. - La commission prévue à l'article 23 ci-dessus effectuée, sur convocation du gouverneur compétent, la visite du local et contrôle sa conformité aux normes techniques visées à l'article 22 ci-dessus, dans le strict respect des dispositions de l'article 58 de la loi précitée n° 17-04.

Le constat de la visite de conformité est dressé dans un procès-verbal établi par un inspecteur de la pharmacie, membre de la commission et dûment signé par les membres de ladite commission. L'original de ce procès verbal doit être communiqué sans délai au gouverneur compétent.

Section 4 - De la délivrance de l'autorisation de création ou d'exploitation des officines de pharmacie, du transfert des activités professionnelles et des recours

Paragraphe 1 - De la délivrance des autorisations

Art. 25. - En application de l'article 57 de la loi précitée n° 17-04, l'autorisation de création de l'officine de pharmacie est délivrée par le gouverneur de la province ou préfecture compétent à raison du lieu d'implantation de l'officine, au vu du dossier visé à l'article 10 ci-dessus et, le cas échéant, les documents visés à l'article 11 et du procès-verbal de constatation de la conformité du local aux normes techniques d'installation, de salubrité et de surface visées audit article 57.

ART. 26.- En application de l'article 64 de la loi n° 17-04 précitée, lorsqu'il s'agit d'une officine de pharmacie créée en société, le gouverneur compétent est tenu de s'assurer de la conformité de l'acte constitutif de la société aux dispositions de ladite loi ainsi qu'à la législation et la réglementation relatives aux sociétés, pour s'assurer notamment que la société est constituée exclusivement de pharmaciens dûment autorisés.

ART. 27. - Lorsque le transfert d'activités professionnelles consiste en la création d'une nouvelle officine de pharmacie, l'autorisation de création est octroyée conformément aux dispositions de l'article 25 ci-dessus.

ART. 28. - Lorsque le transfert d'activités professionnelles a lieu dans le même ressort territorial de la province ou de la préfecture du lieu d'implantation de l'officine du pharmacien requérant le transfert, le gouverneur compétent procède simultanément à l'annulation de l'autorisation déjà délivrée à l'intéressé et lui octroie l'autorisation de transfert et le cas échéant, délivre l'autorisation au pharmacien acquéreur de celle-ci.

En outre, dans le cas où l'ancienne officine ne fait pas l'objet de cession, le pharmacien concerné doit procéder dès l'obtention de la nouvelle autorisation

à la fermeture de son ancienne officine. Le gouverneur constate la fermeture de celle-ci par le pharmacien concerné. A défaut, il procède immédiatement à sa fermeture.

Art. 29. - Lorsque le transfert d'activités professionnelles a lieu dans le ressort territorial d'une province ou préfecture autre que celle du lieu d'implantation de l'officine du pharmacien requérant le transfert, cette autorisation doit comporter la mention d'annulation de l'ancienne autorisation et indique ses références et l'autorité l'ayant délivrée.

Le gouverneur ayant délivré l'autorisation de transfert transmet immédiatement copie de cette autorisation au gouverneur compétent à raison du lieu d'implantation de l'ancienne officine afin de constater sa fermeture, ou à défaut, y procéder immédiatement ou, le cas échéant, délivrer l'autorisation au pharmacien acquéreur de celle-ci.

ART. 30. - Le gouverneur compétent convoque le postulant par lettre recommandée avec accusé de réception à l'effet de retirer sa décision d'autorisation, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la convocation.

Toutefois le retrait de la décision d'autorisation est conditionné par la production d'une attestation délivrée par le président du conseil national de l'ordre des pharmaciens certifiant que l'intéressé n'est ni propriétaire, ni copropriétaire d'une autre officine de pharmacie et qu'il n'exerce aucune activité pharmaceutique.

A défaut de retrait de la décision d'autorisation dans le délai prescrit, l'intéressé est réputé avoir renoncé à sa demande.

ART. 31. - Le gouverneur de la province ou de la préfecture ayant délivré l'autorisation de création, d'exploitation ou de transfert doit en adresser copie, immédiatement, au ministre de la santé, au secrétaire général du gouvernement, au conseil national et au(x) conseil(s) régional(aux) de l'ordre des pharmaciens concerné(s).

ART. 32. -La renonciation par le pharmacien postulant à la demande d'autorisation de création d'une officine ou de transfert d'activités professionnelles ou son désistement en faveur d'un autre pharmacien ne vaut pas transfert du droit dans l'ordre de priorité dans le dépôt du dossier.

Art. 33.- Le refus de délivrance de l'autorisation de création ou d'exploitation de l'officine de pharmacie, ou de transfert des activités professionnelles doit être motivé et notifié par écrit au pharmacien postulant. Paragraphe 2 - De l'autorisation des modifications concernant le local abritant une officine de pharmacie existante

ART. 34. - En application des dispositions de l'article 60 de la loi n° 17-04, toute modification dans les éléments concernant le local abritant l'officine sur la base desquels l'autorisation de création a été délivrée doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation précisant la nature des modifications projetées.

Le gouverneur compétent délivre l'autorisation demandée après une visite de conformité du local effectuée par la commission prévue à l'article 23 ci-dessus.

Si la commission constate que les modifications intéressant la façade de l'officine risquent d'affecter la distance minimale, séparant l'officine concernée des extrémités de façades les plus proches des officines avoisinantes, le pharmacien concerné doit produire l'attestation et le dossier technique topographique l'accompagnant prévus respectivement aux articles 19 et 20 ci-dessus.

Le gouverneur compétent transmet copie de l'autorisation prévue au présent article, immédiatement, au ministre de la santé, au secrétaire général du gouvernement, au conseil national et au conseil régional de l'ordre des pharmaciens concerné.

Art. 35.- En application du dernier alinéa de l'article 60 de la loi précitée n° 17-04, les aménagements effectués à l'intérieur de l'officine de pharmacie doivent faire l'objet de déclaration au gouverneur de la province ou de la préfecture compétent.

Art. 36. - Pour l'application du 6e alinéa de l'article 58 de la loi n° 17-04 précitée, le délai d'un an visé audit alinéa court à compter de la date de la décision gubernatoriale d'autorisation de création de l'officine.

Pour l'application du 2e alinéa de l'article 59 de la loi n° 17-04 précitée, le délai de 6 mois visé audit alinéa court à compter de la date de la décision gubernatoriale d'autorisation de transfert des activités professionnelles.

Paragraphe 3 - Des recours

Art. 37. - En application du dernier alinéa de l'article 58 de la loi précitée n° 17-04, en cas de refus de délivrance, par le gouverneur, de l'autorisation de création, d'exploitation ou de transfert d'activités professionnelles, le pharmacien concerné ou le représentant de la société, le cas échéant, peut, avant tout recours devant les juridictions compétentes, présenter un recours gracieux devant le gouverneur de la province ou de la préfecture ayant prononcé le refus.

Le gouverneur procède au réexamen du dossier de la demande de l'autorisation et, le cas échéant, des nouveaux éléments présentés par

l'intéressé et statue dans un délai ne dépassant pas 60 jours

Section 5 - Des dépôts de médicaments et du service de garde de nuit

ART. 38. - En application de l'article 67 de la loi n° 17-01 précitée, l'autorisation de création et de gestion d'un dépôt de médicaments en dehors du périmètre urbain est accordée, lorsque l'intérêt public l'exige, à la demande du président de la commune rurale dépourvue d'officine de pharmacie, par le gouverneur de la province ou de la préfecture du lieu d'implantation de l'officine la plus proche de ladite commune au(x) pharmacien(s) propriétaire(s) de cette officine, après avis du conseil régional de l'ordre des pharmaciens concerné.

Le pharmacien autorisé à exploiter un dépôt de médicaments et, en cas de société, les pharmaciens associés, demeurent responsables de l'ensemble des actes pharmaceutiques qui y sont effectués.

Les modalités d'exploitation d'un dépôt de médicaments, les qualifications du personnel qui y est employé et la liste des médicaments qui y sont dispensés, sont fixées par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'Ordre des pharmaciens.

Art. 39. - Dans les cas prévus à l'article 68 de la loi n° 17-04 précitée, le gouverneur procède immédiatement au constat ou, à défaut, à la fermeture du dépôt de médicaments dont l'autorisation d'ouverture et d'exploitation est devenue caduque.

Art. 40. - Hormis le cas des dépôts de médicaments dont la création peut être autorisée par le gouverneur concerné à titre dérogatoire, en cas de besoin, en dehors du périmètre urbain, les titulaires des dépôts de nuit ouverts au public doivent procéder à leur fermeture dans le délai prescrit par l'article 132 de la loi précitée n° 17-04.

Conformément à l'article 1H de la loi précitée n° 17-04, le service de garde de nuit doit être assuré par les pharmaciens d'officine dans le respect des horaires d'ouverture et de fermeture et des modalités définies par le gouverneur compétent sur proposition du président du conseil régional de l'ordre des pharmaciens concernés.

Section 6. - Du remplacement et de l'assistanat

Art. 41 - En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 123 de la loi précitée n° 17-04, le secrétaire général du gouvernement vérifie le mobile légal justifiant l'absence du pharmacien d'officine pour une période déterminée et délivre l'autorisation de remplacement au titre de ladite période. Il en adresse copie au ministre de la santé, au gouverneur compétent et aux présidents du conseil national et du conseil régional de l'ordre concerné.

ART. 42. - Le pharmacien d'officine qui se fait assister par un pharmacien assistant en vertu des dispositions de l'article 108 de la loi n° 17-04 précitée, doit en faire déclaration au gouverneur de la préfecture ou de la province ayant délivré l'autorisation d'ouverture de l'officine ou de transfert qui en prend acte et informe le ministère de la santé, le secrétariat général du gouvernement et le conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine.

Art. 43. - En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 108 de la loi précitée n° 17-04, le contrat type servant de base pour les contrats à conclure entre les pharmaciens titulaires d'officines et les pharmaciens assistants doit être élaboré par le conseil national de l'ordre des pharmaciens et approuvé par le ministre de la santé et le secrétaire général du gouvernement.

Chapitre IV **De l'autorisation de création** **des établissements pharmaceutiques**

Section première - Des demandes d'autorisation d'approbation **préalable pour la création des établissements pharmaceutiques**

Paragraphe 1 - Du dépôt des demandes d'autorisation **d'approbation préalable**

ART. 44. - Pour la création de tout établissement pharmaceutique, le pharmacien fondateur et, en cas de société, son représentant légal est tenu de déposer une demande d'autorisation d'approbation préalable auprès du secrétariat général du gouvernement.

Cette demande doit préciser la province ou la préfecture lieu d'implantation de l'établissement pharmaceutique en projet ainsi que son objet, l'identité du pharmacien fondateur ou en cas de société, l'identité de son représentant légal.

ART. 45. - La demande d'autorisation d'approbation préalable doit être accompagnée des documents suivants en trois exemplaires :

1. les plans architecturaux établis dans le respect des normes techniques d'installation en vigueur et visés par l'autorité compétente ;
2. les plans suivants : plan de situation, plan de masse, plans cotés des locaux qui précisent notamment les lieux d'exercice des activités pharmaceutiques, les circuits des personnes, des matières premières et des produits finis liés aux opérations pharmaceutiques ainsi que la liste des équipements nécessaires à la réalisation des activités projetées ;
3. les plans d'exécution des installations techniques se rapportant notamment à l'électricité, la plomberie, le groupe électrogène, la climatisation et la ventilation, la protection contre l'incendie et la stérilisation le cas échéant ;

4. la copie certifiée conforme à l'original du contrat d'acquisition ou de bail de l'immeuble ou le contrat de promesse d'acquisition ou de bail ;
5. une note dûment signée par le pharmacien fondateur et, en cas de société, par le représentant légal portant l'indication du ou des sites de fabrication et/ou de stockage devant se trouver hors du site de l'établissement et, le cas échéant, l'indication de la ou des opérations qui seront déléguées et de rétablissement délégataire ;
6. la liste des activités pharmaceutiques devant être réalisées dans l'établissement ;
7. une fiche technique indiquant la date de lancement, le planning et la durée de réalisation du projet ainsi que l'affectation des locaux et des équipements, dans le respect des bonnes pratiques de fabrication ou de distribution des médicaments en vigueur.

ART. 46. - En cas de société, le dossier doit, en outre, comporter :

1. trois copies certifiées conformes aux originaux des statuts de la société ;
2. trois copies certifiées conformes à l'original du procès verbal de l'assemblée générale constitutive portant approbation des statuts de la société ;
3. la liste des membres de l'organe délibérant et leurs qualités ;
4. la décision de l'organe délibérant désignant le représentant légal de la société et les pharmaciens proposés pour occuper les postes de pharmacien responsable et le cas échéant, de pharmaciens assistants et de pharmaciens délégués ainsi que ccax désignés pour les fonctions de directeurs techniques et commerciaux ;

Il doit préciser en outre :

5. la forme juridique, la dénomination sociale et l'adresse du siège social de la société ;
6. l'adresse du ou des sites de l'établissement pharmaceutique projeté.

Art. 47. - Pour les établissements pharmaceutiques industriels, le pharmacien fondateur ou, en cas de société, son représentant légal, est tenu de produire, outre les documents cités à l'article 45 ci-dessus, les pièces suivantes :

1. la décision d'acceptabilité environnementale délivrée par l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement conformément à l'article 7 de la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement ;
2. une note dûment signée par le pharmacien fondateur et, en cas de société, par le représentant légal, indiquant la description du système de traitement d'air et du système de traitement d'eau appropriés ;
3. la liste des formes pharmaceutiques que le fondateur se propose de fabriquer, d'importer et de vendre en gros.

ART. 48.- Pour les établissements pharmaceutiques se livrant à la fabrication ou à la distribution des gaz à usage médical, le pharmacien fondateur ou en cas de société, son représentant légal est tenu de produire, outre les documents cités aux articles 45, 46 et 47 ci-dessus, un plan des lieux de stockage des gaz médicaux.

**Paragraphe 2 -De l'instruction des demandes
et de la délivrance de l'autorisation d'approbation préalable**

ART. 49. - L'autorisation d'approbation préalable pour la création d'un établissement pharmaceutique est délivrée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la demande par le secrétaire général du gouvernement après avis conforme du ministre de la santé et avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

A cet effet, le ministre de la santé dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du dossier transmis par le secrétariat général du gouvernement pour examiner le dossier et émettre son avis.

Le conseil national de l'ordre des pharmaciens doit émettre son avis dans un délai de 15 jours à compter de sa saisine.

Art.50.- Le délai prévu à l'article 49 ci-dessus peut être suspendu lorsque l'autorisation n'a pu être délivrée pour des raisons imputables au postulant, notamment pour défaut de production ou de validité des documents prévus au paragraphe premier de la présente section. Le postulant est avisé de cette suspension par lettre l'invitant à produire les justificatifs qui lui sont réclamés.

Un nouveau délai court à partir de la date de réception, par le secrétaire général du gouvernement, des justificatifs exigés.

ART. 51.- La décision d'autorisation d'approbation préalable doit mentionner l'identité du pharmacien propriétaire ou en cas de société, sa raison sociale, la dénomination et la catégorie de l'établissement pharmaceutique conformément à l'article 74 de la loi n° 17-01 précitée, ainsi que les activités et les formes pharmaceutiques autorisées.

Elle est notifiée immédiatement au ministre de la santé, au conseil national de l'ordre des pharmaciens et au gouverneur de la province ou préfecture lieu d'implantation de l'établissement pharmaceutique en projet.

**Section 2. - Des demandes d'autorisation définitive d'ouverture
des établissements pharmaceutiques**

Paragraphe 1 . - Du dépôt des demandes d'autorisation définitive

ART. 52. - Dès l'achèvement des travaux de réalisation du projet, le titulaire de l'autorisation d'approbation préalable doit déposer une demande d'autorisation définitive d'ouverture de l'établissement pharmaceutique auprès du secrétariat général du gouvernement.

Cette demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. trois copies certifiées conformes aux originaux des autorisations d'exercice des pharmaciens proposés pour assurer les fonctions de pharmacien responsable, celles de pharmaciens assistants et, le cas échéant, du ou des pharmacien(s) délégué(s) délivrées conformément aux dispositions des articles 93 et 94 de la loi 17-04 précitée, ainsi que les documents attestant leur qualification ou leur expérience professionnelle requises par les articles 99 et 100 de ladite loi ;
2. La liste des pharmaciens proposés pour occuper les postes de directeur technique et de directeur commercial accompagnée des copies certifiées conformes aux originaux de leurs autorisations d'exercice ;
3. trois copies certifiées conformes aux originaux des contrats d'engagement du pharmacien responsable, des pharmaciens assistants et, le cas échéant, des pharmaciens délégués ainsi que ceux des pharmaciens devant occuper les postes de directeurs technique et commercial ;
4. les déclarations sur l'honneur des pharmaciens cités au point 3 ci-dessus, du présent article dûment légalisées attestant le non cumul de leurs fonctions avec toute autre activité pharmaceutique ;
5. la liste du personnel technique ainsi que les documents attestant sa qualification dûment signée par le titulaire de l'autorisation d'approbation préalable ;
6. selon l'objet de l'établissement, la liste des appareils, équipements, matériel destinés notamment à la pesée, à la fabrication, au contrôle, au conditionnement, au stockage, à la détention, à la manutention, à l'emballage ainsi que les moyens destinés à la vente en gros et à la distribution en gros des produits pharmaceutiques dans le respect des règles de bonnes pratiques de fabrication et de distribution des médicaments ;
7. trois copies certifiées conforme à l'original du contrat de délégation précisant la nature des opérations qui seront déléguées en vertu de l'article 89 de la loi n° 17-04 précitée, le cas échéant ;
8. Le règlement intérieur de l'établissement dûment signé par le titulaire de l'autorisation d'approbation préalable et, en cas de société, dûment approuvé par l'organe délibérant.

Ce règlement doit indiquer les modalités de fonctionnement de rétablissement et préciser obligatoirement les modalités de gestion des déchets pharmaceutiques conformément aux dispositions de la loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets et leur élimination et ses textes d'application.

ART. 53. - Dans le cas où l'établissement pharmaceutique se propose d'exploiter ou de détenir des médicaments ou produits contenant des radioéléments artificiels, le pharmacien proposé pour assumer la fonction de pharmacien responsable doit produire une attestation justifiant qu'il a accompli une formation en radiopharmacie. A défaut, il doit déclarer la personne compétente habilitée à l'assister conformément à l'article 101 de la loi précitée. Celle-ci doit être un pharmacien dûment autorisé à exercer la pharmacie et justifiant de la même formation.

Paragraphe 2 - De l'instruction et de la délivrance de l'autorisation définitive

ART. 54. - L'autorisation définitive est délivrée par le secrétaire général du gouvernement après avis conforme du ministre de la santé et avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens, dans un délai de 30 jours à compter de la réception des avis précités.

Elle est délivrée au vu de l'autorisation d'approbation préalable, du procès-verbal de la visite de contrôle de conformité aux normes techniques visées à l'article 55 ci-dessous, effectuée conformément aux dispositions du 3ème alinéa de l'article 76 de la loi précitée n° 17-04 et des documents exigés à l'article 52 ci-dessus. Elle doit mentionner expressément les éléments contenus dans l'autorisation d'approbation préalable ainsi que l'identité du pharmacien responsable.

ART. 55. - Conformément à l'article 75 de la loi n° 17-04 précitée, les normes techniques auxquelles doivent répondre les établissements pharmaceutiques industriels et les établissements grossistes répartiteurs sont fixées par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Sont fixées selon la même procédure, les normes techniques propres aux établissements de fabrication, de distribution et de vente des gaz médicaux.

Art. 56. - La décision d'autorisation définitive d'ouverture de rétablissement pharmaceutique, est notifiée immédiatement au ministre de la santé, au conseil national de l'ordre des pharmaciens et au gouverneur de la province ou préfecture lieu d'implantation de l'établissement pharmaceutique.

Section 3 - De la procédure d'approbation des extensions, des modifications et/ou du transfert des locaux de fabrication et/ou de stockage

Paragraphe 1 - Des extensions et des modifications

ART. 57. - Conformément aux dispositions de l'article 79 de la loi précitée n° 17-04, tout projet d'extension ou de modification des locaux, du ou des sites figurant dans l'autorisation définitive d'ouverture de l'établissement pharmaceutique doit, préalablement à sa réalisation, être déclaré au secrétariat général du gouvernement.

Toute autre modification affectant les éléments du dossier sur la base desquels l'autorisation définitive a été délivrée doit également être déclarée, préalablement à sa réalisation, au secrétariat général du gouvernement.

Dans les deux cas précités, la déclaration doit être accompagnée des pièces et documents justificatifs des modifications projetées.

ART. 58.- Le secrétaire général du gouvernement notifie son approbation à l'établissement pharmaceutique concerné dans un délai n'excédant pas 60 jours francs à compter de la date de réception de la déclaration sur la base de l'avis conforme du ministère de la santé.

Toutefois, ce délai est suspendu lorsqu'il doit être procédé à une inspection de l'établissement concerné ou lorsqu'il est demandé à ce dernier de compléter les éléments du dossier de déclaration. Dans ce cas, un nouveau délai de 30 jours court à partir de la date de réception des éléments demandés.

Le secrétaire général du gouvernement peut, conformément au troisième alinéa de l'article 79 de la loi précitée n° 17-01 et dans le délai prescrit, s'opposer aux modifications proposées par décision motivée, après avis conforme du ministre de la santé.

Art. 59. - Le secrétaire général du gouvernement notifie sa décision d'approbation ou, le cas échéant, sa décision d'opposition au ministre de la santé et au conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Paragraphe 2 - Du transfert des locaux de fabrication cl/ou de stockage

Art. 60. - Le transfert des locaux de fabrication et/ou de stockage en dehors du ou des sites figurant dans l'autorisation définitive d'ouverture ainsi que toute création de nouveau(x) sites par le même établissement pharmaceutique doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée par le secrétaire général du gouvernement conformément aux dispositions des articles 75 et 76 de la loi n° 17-04 précitée et des articles 45, 47, 49, 50, 51 et, le cas échéant 48, 52 et 53 du présent décret.

Section 4 - Des remplacements

ART. 61.- En application des dispositions du 1^{er} paragraphe de l'article 127 de la loi précitée n° 17-01, le pharmacien responsable qui s'absente pour une durée de moins de trois mois doit adresser, au moins 15 jours avant la date prévue pour son absence, une déclaration au secrétaire général du gouvernement, au ministre de la santé et au conseil national de l'ordre des pharmaciens, accompagnée des documents justifiant que le pharmacien remplaçant remplit les conditions exigées audit paragraphe.

Art. 62. - En application des dispositions du 2e paragraphe de l'article 127 de la loi précitée n° 17-04, le pharmacien responsable qui s'absente pour une durée supérieure à trois mois et n'excédant pas une année doit déposer, 60 jours au moins avant la date prévue pour son absence, une demande d'autorisation de remplacement au secrétaire général du gouvernement.

Cette demande doit être accompagnée des documents justifiant que le pharmacien remplaçant remplit les conditions exigées audit paragraphe.

Art. 63.- En application des dispositions de l'article 129 de la loi précitée n° 17-04, le pharmacien responsable qui désire cesser définitivement ses activités est tenu de déposer, au moins 60 jours avant la date prévue pour la cessation de ses fonctions, une demande d'autorisation de remplacement auprès du secrétariat général du gouvernement, accompagnée des documents prévus aux points 1, 3 et 4 de l'article 52 ci-dessus se rapportant au pharmacien candidat au remplacement.

ART. 64. - Le secrétaire général du gouvernement délivre, dans un délai ne dépassant pas 60 jours, les autorisations de remplacement, pour les cas prévus aux articles 62 et 63 ci-dessus, au vu du rapport d'enquête de l'inspection de la pharmacie et après avis conforme du ministre de la santé et avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

La décision d'autorisation est notifiée immédiatement au ministre de la santé et au conseil national de l'ordre des pharmaciens.

ART. 65. - En application des dispositions de l'article 128 de la loi précitée n° 17-04, le pharmacien délégué ou le pharmacien assistant qui s'absente pour une durée supérieure à un mois doit déposer, au moins 30 jours avant la date prévue pour son absence, une demande d'autorisation de remplacement auprès du secrétariat général du gouvernement.

Le secrétaire général du gouvernement délivre, dans un délai ne dépassant pas 30 jours, l'autorisation de remplacement au vu du rapport d'enquête de l'inspection de la pharmacie et après avis conforme du ministre de la santé et avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

La décision d'autorisation est notifiée immédiatement au ministre de la santé et au conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Chapitre V

Dispositions diverses et finales

ART. 66. - Conformément aux dispositions de l'article 96 de la loi précitée n° 17-04, tout pharmacien, est tenu, après l'obtention de l'autorisation d'exercice, de s'inscrire, selon le cas, au tableau de l'ordre :

- ✓ du conseil des pharmaciens fabricants et répartiteurs en qualité de pharmacien responsable, de pharmacien délégué, de pharmacien assistant et de pharmacien directeur technique ou commercial, sur la base d'une attestation délivrée par l'établissement pharmaceutique d'embauché ;
- ✓ ou du conseil régional des pharmaciens d'officine du lieu de son domicile professionnel, en qualité de pharmacien titulaire d'officine, de pharmacien associé en officine ou de pharmacien assistant en officine sur la base, selon le cas, de la décision de l'autorisation d'ouverture ou de transfert de l'officine ou d'une attestation délivrée par le pharmacien d'officine au pharmacien assistant salarié.

ART. 67. - Les règles de bonnes pratiques officinales visées à l'article 31 de la loi n° 17-04 précitée, sont fixées par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

ART. 68. - Les règles de bonnes pratiques de fabrication et de distribution des médicaments, prévues à l'article 20 de la loi n° 17-04 précitée, sont fixées par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Sont fixées selon la même procédure, les règles de bonnes pratiques de fabrication et de distribution propres aux établissements de fabrication, de distribution et de vente des gaz médicaux ainsi que la liste des substances contaminantes nécessitant un traitement particulier prévue à l'article 87 de la loi précitée n° 17-04.

ART. 69. - Conformément aux dispositions des articles 85 et 90 de la loi n° 17-04 précitée, la définition des fonctions techniques des directeurs techniques et des directeurs commerciaux des établissements pharmaceutiques est fixée par arrêté du ministre de la santé après avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

ART. 70.- On entend par administration, au sens des articles 118, 119, 120, 123 (point 1,2 et 3 paragraphe 2) et 126 de la loi précitée n° 17-04, le ministère de la santé.

On entend par administration, au sens des articles 82, 83, 102, 123 (dernier alinéa), 139 et 149 de la loi précitée n° 17-04, le secrétaire général du gouvernement.

On entend par administration, au sens des articles 89, 97 (3e alinéa) et 130 de la loi n° 17-04 précitée, le ministère de la santé et le secrétariat général du gouvernement.

Art. 71. - En application des dispositions de l'article 97 de la loi n° 17-04, le pharmacien autorisé à exercer la pharmacie à titre privé est tenu, dès sa nomination à un emploi public d'en informer sans délai, selon le cas, le

secrétariat général du gouvernement ou le conseil national de l'ordre des pharmaciens, ayant délivré l'autorisation d'exercice.

Art. 72.- Sous réserve des dispositions de l'article 159 de la loi n° 17-04 précitée, le présent décret prend effet à compter du trentième jour suivant le jour de sa publication au « Bulletin officiel ».

Toutefois, les dossiers de demandes d'autorisation de création ou de transfert d'officines de pharmacie, de création d'établissements pharmaceutiques industriels ou grossistes répartiteurs, déposées auprès de l'autorité administrative locale compétente contre récépissé, avant la date d'effet du présent décret, ainsi que la délivrance des autorisations y afférentes demeurent soumis à la procédure d'instruction en vigueur avant ladite date.

Art. 73. - Le ministre de l'intérieur, le secrétaire général du gouvernement et la ministre de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 5 rejeb 1429 (9juillet 2008).

Abbas El Fassi.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA

Le secrétaire général du gouvernement,

AUDESSADEK RABAI.

La ministre de la santé,

Yasmina Baddou.

الجريدة الرسمية رقم 5646 الصادرة يوم الخميس 10 يوليوز 2008

مرسوم رقم 2-07-1064 صادر في 5 رجب 1429 (9 يوليوز 2008) يتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية وفتحها .

الوزير الأول ،

بناء على القانون رقم 04-17 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-06-151 بتاريخ 30 من شوال 1427 (22 نوفمبر 2006) ولاسيما الباب الأول (الفرعين الأول والثالث) والباب الثاني (الفرعين الأول والثاني) من القسم الثاني المتعلق بمزاولة الصيدلة ؛

وعلى الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1-75-453 الصادر في 25 من ذي الحجة 1396 (17 ديسمبر 1976) يتعلق بإحداث هيئة للصيادلة ؛

وعلى المرسوم رقم 2-75-863 الصادر في 11 من صفر 1397 (فاتح فبراير 1977) لتطبيق الفصل 51 من الظهير الشريف بمثابة قانون المشار إليه أعلاه رقم 1-75-453 بتاريخ 25 من ذي الحجة 1396 (17 ديسمبر 1976) ؛

وبعد دراسة المشروع في المجلس الوزاري المنعقد في 4 رجب 1429 (8 يوليوز 2008) ،

رسم ما يلي:

الباب الأول

إذن مزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص من لدن المغاربة

المادة: 1

لأجل تطبيق المادة 93 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ، يجب على كل صيدلي مغربي يرغب في مزاولة مهنته بالقطاع الخاص أن يودع طلب إذن لهذا الغرض مقابل وصل لدى المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

المادة: 2

يجب أن يحرر طلب الإذن المشار إليه في المادة الأولى أعلاه في استمارة يحددها ويسلمها لهذا الغرض المجلس الوطني لهيئة الصيادلة ، ويجب أن يشفع بثلاثة نظائر من الوثائق التالية:

- 1- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من دبلوم دكتور في الصيدلة مسلم من إحدى كليات الطب والصيدلة المغربية أو ، إن تعذر ذلك ، شهادة مؤقتة عن الدبلوم ، أو شهادة أو دبلوم من كلية أو مؤسسة جامعية أجنبية معترف بمعادلته طبقا للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل ؛
- 2- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من بطاقة التعريف الوطنية ؛
- 3- البطاقة رقم 3 من السجل العدلي ، محررة منذ أقل من ثلاثة أشهر أو أي وثيقة رسمية أخرى تقوم مقامها ؛
- 4- تصريح بالشرف من صاحب الطلب مصادق عليه بشكل قانوني يشهد فيه أنه غير مقيد في هيئة أجنبية للصيادلة أو نسخة من وثيقة الحذف من الهيئة المذكورة ؛
- 5- بالنسبة لصاحب الطلب الذي سبق له أن مارس داخل الإدارة العمومية أو داخل مؤسسة عمومية ، قرار الحذف من أسلاك الإدارة أو أي شهادة أخرى تثبت انقطاعه عن العمل بصورة قانونية يسلمها المرفق الذي كان يعمل به ؛
- 6- صورة تعريف لصاحب الطلب.

المادة: 3

قبل تسليم الإذن ، يقوم رئيس المجلس الوطني بالتحقق من صحة الدبلوم المسلم بالمغرب أو بالخارج.

إذا تعلق الأمر بالتحقق من صحة دبلوم وطني ، يحيل رئيس المجلس الوطني الأمر داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر يوما إلى

المؤسسة الجامعية التي سلمت الدبلوم المذكور.

إذا كانت الضرورة تدعو إلى التحقق من صحة دبلوم مسلم من كلية أو مؤسسة جامعية أجنبية ، أحال رئيس المجلس الوطني الأمر داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر يوما إلى الوزارة المكلفة بالشؤون الخارجية التي تقوم بالمساعي الضرورية.

المادة: 4

يبت رئيس المجلس الوطني في طلب الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص داخل أجل أقصاه 30 يوما ابتداء من تاريخ التوصل بالجواب المتعلق بالتحقق من الدبلوم والمشار إليه في المادة 3 أعلاه.

ويمنح الإذن بحكم القانون بعد الاطلاع على الملف الكامل والتحقق من صحة الدبلوم المسلم بالمغرب أو بالخارج.

يجب أن يكون رفض منح الإذن معللا ويبلغ كتابة إلى الصيدلي صاحب الطلب بالعنوان الذي صرح به.

المادة: 5

لا يترتب على منح الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص أداء أي أجرة.

المادة: 6

تبلغ داخل أجل 24 ساعة قرارات الإذن المتخذة من لدن رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيدلة إلى وزير الصحة والأمن العام للحكومة.

الباب الثاني

إذن مزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص من لدن رعايا أجنب

المادة: 7

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة من لدن الرعايا الأجانب بالقطاع الخاص المنصوص عليه في المادة 94 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 04-17 بعد استطلاع رأي وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

ولهذه الغاية ، يجب على المعني بالأمر أن يودع مقابل وصل لدى الأمانة العامة للحكومة طلبا ، محررا في استمارة تحددها وتسلمها هذه الأخيرة ، مشفوعا بثلاثة نظائر من الوثائق التالية:

- 1- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من شهادة الجنسية ؛
- 2- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من سند الإقامة على التراب المغربي المنصوص عليه في المادة 5 من القانون رقم 03-02 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية وبالهجرة غير المشروعة أو إن تعذر ذلك ، وصل إيداع طلب الحصول على السند المذكور ؛
- 3- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد الزواج بشخص من جنسية مغربية أو عند الاقتضاء الدفتر العائلي عندما لا يكون المترشح من رعايا دولة أبرمت مع المغرب اتفاقا يسمح بموجبه للصيدلة من رعايا إحدى الدولتين بالإقامة على تراب الدولة الأخرى لمزاولة المهنة بها ؛
- 4- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من دبلوم دكتور في الصيدلة أو دبلوم أو شهادة تمنح له الحق في مزاولة المهنة في الدولة التي ينتمي إليها ومعترف بمعادلتها للدبلوم الوطني طبقا للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل ؛
- 5- مستخرج من السجل العدلي محرر منذ أقل من ثلاثة أشهر أو أي وثيقة رسمية أخرى تقوم مقامه ؛
- 6- تصريح بالشرف من صاحب الطلب مصادق عليه بشكل قانوني يشهد فيه بأنه غير مقيد في هيئة صيدلة أجنبية أو نسخة من وثيقة الحذف من الهيئة المذكورة ؛
- 7- بالنسبة لصاحب الطلب الذي سبق له أن زاول المهنة داخل الإدارة العمومية أو داخل مؤسسة عمومية ، قرار الحذف من أسلاك الإدارة أو أي شهادة أخرى تثبت انقطاعه عن العمل بصورة قانونية يسلمها المرفق الذي كان يعمل به ؛
- 8- صورة تعريف صاحب الطلب ؛

المادة: 8

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن بالمزاولة مع مراعاة احترام أحكام القانون رقم 03-02 المشار إليه أعلاه وبعد التحقق من صحة

الدبلوم.
ويقوم بالتحقق من صحة الدبلوم وفقا لأحكام المادة 3 أعلاه.

المادة: 9

تبلغ فوراً قرارات الإذن المتخذة من لدن الأمين العام للحكومة إلى وزير الصحة ورئيس المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

الباب الثالث الصيدليات

الفرع الأول

إيداع طلبات إحداث الصيدليات أو استغلالها ونقل الأنشطة المهنية وقبول الطلبات المذكورة

المادة: 10

يجب على كل صيدلي يرغب في إحداث صيدلية أن يودع مقابل وصل يحمل تاريخ الإيداع وساعته ، طلب إذن لدى عامل العمالة أو الإقليم حيث يوجد المكان الذي يعتزم إقامة الصيدلية به.

يتضمن الوصل المذكور تاريخاً ثابتاً للإيداع وساعته ، ويخول لصاحبه حقاً في ترتيب الأولوية.

يجب أن يرفق طلب الإذن المذكور بملف كامل يتضمن نسخاً مشهوداً بمطابقتها لأصول الوثائق المشار إليها في المادة 57 من القانون السالف ذكره رقم 04-17.

المادة: 11

إذا تعلق الأمر بشركة ، يودع طلب إحداث صيدلية من قبل ممثلها القانوني لدى عامل العمالة أو الإقليم حيث يوجد المكان الذي ستقام به الصيدلية مشفوعاً بملف يتضمن ، بالإضافة إلى الوثائق المتعلقة بالمحل ، الوثائق التالية:

- *نسخة مشهود بمطابقتها لأصل العقد التأسيسي للشركة ؛
- *الإذن بالمزاولة لكل واحد من الصيدلة الشركاء ؛
- *شهادة تقيد كل صيدلي من الشركاء في جدول هيئة الصيدلة ؛
- *شهادة مسلمة من لدن رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيدلة تثبت أن الصيدلة الشركاء لا يملكون ولا يشتركون في ملكية أي صيدلية أخرى ولا يزاولون أي نشاط صيدلي آخر ؛
- *شهادة القياس والملف التقني المشار إليهما على التوالي في المادة 20 وعند الاقتضاء المادة 21 أدناه.

المادة: 12

إذا تعلق الطلب باقتناء صيدلية موجودة سابقاً ، يعفى الصيدلي المشتري من شروط المسافة ومن التقيد بالمعايير التقنية المرتبطة بمساحة المحل وكذا من الإدلاء بنسخ مشهود بمطابقتها لأصول الوثائق المتعلقة بالمحل ماعدا:

- عقد اقتناء أو وعد باقتناء الأصل التجاري للصيدلية ؛
- إما عقد اقتناء أو وعد باقتناء المحل الذي يأوي الصيدلية ، وإما عقد تجديد الكراء أو الوعد بتجديده طبقاً للمادة 61 من القانون السالف الذكر رقم 04-17 ، وفي حالة رفض المكري تجديد عقد الكراء ، يدلي الصيدلي صاحب الطلب بما يثبت أن الصيدلي بائع الأصل التجاري قد بلغ المكري كتابة هذا البيع مع إشعار بالتوصل.

المادة: 13

تطبيقاً لأحكام المادة 59 من القانون السالف ذكره رقم 04-17 يكون نقل الأنشطة المهنية من صيدلية إلى صيدلية أخرى موجودة ، موضوع طلب يودع لدى عامل العمالة أو الإقليم المختص التابع لدائرة نفوذه مكان إقامة الصيدلية المنقول إليها النشاط.

المادة: 14

يجب أن يرفق طلب النقل بالوثائق التالية:

***حسب الحالة:**

- أصل الدبلوم المضمن على ظهره الإذن المسلم وفقا لأحكام الظهير الشريف رقم 1-59-367 بتاريخ 21 من شعبان 1379 (19 فبراير 1960) بتنظيم مزاوله مهن الصيدلة وجراحي الأسنان والعقاقيريين والقوالب ؛
 - أصل قرار الإذن بالإحداث أو النقل المحصل عليه وفقا لأحكام القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ؛
 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من شهادة التقييد في جدول الهيئة الجهوية للصيدلة التابع لدائرة نفوذها مكان الصيدلية المنقول إليها النشاط ؛
 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء المحل أو كرائه أو عقد الوعد بالاقتناء أو الكراء ؛
 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء الأصل التجاري أو من عقد الوعد بالاقتناء مرفقة بنسخة من عقد تجديد الكراء أو الوعد بتجديده طبقا للمادة 61 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 وفي حالة رفض المكري تجديد عقد الكراء ، يدلي الصيدلي صاحب الطلب بما يثبت أن الصيدلي بائع الأصل التجاري قد بلغ المكري كتابة هذا البيع مع إشعار بالتوصل.

علاوة على الوثائق المذكورة آنفا ، يجب على الصيدلي صاحب طلب النقل أن يدلي بعقد تفويت صيدليته أو عقد الوعد بتفويتها أو إذا تعذر ذلك ، بالتزام يلتزم بموجبه أنه سيقوم بإغلاق صيدليته بمجرد الحصول على الإذن بالنقل.

المادة: 15

لا يمكن التصريح بعدم قبول طلب إذن بإحداث صيدلية أو استغلالها أو نقل الأنشطة المهنية إلا إذا كان الملف المدلى به لا يشتمل على إحدى الوثائق المطلوبة بموجب المواد 10 و 11 و 12 و 13 أعلاه. وفي هذه الحالة ، يجب أن يكون رفض تسلم الملف معطلا كتابة وأن يبلغ فوراً إلى المعني بالأمر مشفوعاً بملف الطلب.

المادة: 16

إذا تمت معاينة أخطاء مادية أو وجود اختلاف في الوثائق المدلى بها عند تسلم الطلب أو خلال دراسته ، يقبل العامل الملف كاملاً ويدعو الصيدلي المترشح للقيام بالتصحيح اللازم والإدلاء بالوثائق التي تشهد بذلك ، ويجب أن يتم ذلك على أبعد تقدير يوم منح الإذن وقبل تسليمه.

وفي جميع الحالات ، يجب أن يكون تاريخ صلاحية الوثائق المدلى بها ، لاحقاً لتاريخ إيداع الطلب.

الفرع الثاني

كيفية قياس المسافة الدنيا الفاصلة بين الصيدلية المزمع إحداثها والصيدليات المجاورة

المادة: 17

لأجل تطبيق المادة 57 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 يجب أن يتم قياس المسافة الدنيا المحددة في 300 متر والتي ينبغي أن تفصل بين أقرب نهاية واجهة الصيدلية المزمع إنشاؤها وأقرب نهاية واجهة كل صيدلية من الصيدليات المجاورة وعند الاقتضاء ، أقرب نهاية واجهة صيدلية مجاورة في طور الحصول على الإذن ، وفق الشروط الواردة في هذا الفرع من لدن مهندس مساح طبوغرافي يمارس بالقطاع الخاص ، ويكون محلها بشكل قانوني وفي وضعية قانونية إزاء الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

المادة: 18

طبقاً لأحكام المادة 57 من القانون رقم 17-04 المشار إليه أعلاه ، يجب أن يكون للمدخل الرئيسي للصيدلية منفذ مباشر إلى الطريق العام ما عدا إذا كانت الصيدلية موجودة داخل مركز تجاري.

يراد في مدلول هذا المرسوم بالمركز التجاري الأسواق الكبرى والقساريات والفضاءات المخصصة للتجارة في محطات القطارات والمحطات الطرقية وباحات الاستراحة والموانئ والمطارات.

المادة: 19

تقاس المسافة انطلاقاً من نهاية الواجهة الأقرب التي تتكون من تقاطع الجدار الداخلي للجزء القابل للاستغلال من الصيدلية المزمع إحداثها والجدار الخارجي للواجهة الأقرب لكل واحدة من الصيدليات المجاورة.

يجب أن تكون المسافة المذكورة أفقية حقيقية باتباع خط مستقيم مباشر يبلغ 300 مترا كيف ما كان انحدار الأرض فور إجراء القياس ، يسلم المهندس المساح الطبوغرافي إلى الصيدلي صاحب الطلب شهادة تثبت أن القياس تم إنجازه بالسنتمترات وترقيمه بالمترات.

المادة: 20

يجب أن ترفق الشهادة المنصوص عليها في المادة 19 أدناه بملف تقني طبوغرافي يتضمن ما يلي:

- *عناصر مراجعة المسح العقاري ؛
- *رسم القياس ؛
- *جميع عناصر القياس ؛
- *جميع عناصر الحساب ؛
- *تصميم قياس يبين الصيدليات المجاورة والصيدلية المزعم إنشاؤها والتي يبلغ العامل المختص قائمتها إلى المهندس المساح الطبوغرافي بناء على طلبه.

المادة: 21

عندما لا تتوفر الجماعة حيث ستقام الصيدلية على أي صيدلية داخل نفوذها الترابي ، يعفى الصيدلي صاحب الطلب من عملية قياس المسافة الدنيا المشار إليها في المادة 57 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 ، مع مراعاة الإدلاء بشهادة مع ملف طلب الإذن تسلمها السلطة المحلية المختصة تثبت أن الجماعة المعنية لا تتوفر على أي صيدلية.

المادة: 22

يحدد وزير الصحة بقرار ، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة ، المعايير التقنية لإقامة الصيدلية ومعايير الصحة والمساحة الواجب توفرها في المحل المراد إحداث الصيدلية به.

الفرع الثالث مراقبة المطابقة

المادة: 23

تطبيقا لأحكام الفقرة الأولى من المادة 58 من القانون رقم 17-04 المشار إليه أعلاه ، تتألف لجنة مراقبة مطابقة محل الصيدلية للمعايير التقنية للإقامة والصحة والمساحة من الأعضاء التالي بيانهم :

- ممثلان عن وزارة الصحة ، منهما واحد على الأقل مفتش في الصيدلة ، يعينهما وزير الصحة ؛
- ممثل للسلطة الإدارية المحلية يعينه العامل ؛
- ممثل لهيئة الصيدلة مفوض قانونا من لدن رئيس المجلس الجهوي التابع له مكان إقامة الصيدلية موضوع مراقبة المطابقة ، من بين الممثلين الواردة أسماؤهم في قائمة تحدد سنويا .ولهذا الغرض ، يعد كل مجلس جهوي قائمة ممثلين ، الرسميين والنائبين عنهم ، وذلك عن كل عمالة أو إقليم. ويجب أن تبلغ هذه القائمة سنويا من لدن الرئيس إلى عمال العمالات والأقاليم التابعة للنفوذ الترابي للمجلس الجهوي المعني.
- وفي جميع الحالات ، يجب ألا يكون الصيدلي الممثل للمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة الذي يحضر أشغال لجنة المطابقة صيدليا يزاول بإحدى الصيدليات المجاورة للصيدلية المزعم إحداثها.

المادة: 24

تقوم اللجنة المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه ، بدعوة من العامل المختص ، بزيارة لفحص المحل ومراقبة مطابقته للمعايير التقنية الواردة في المادة 22 أعلاه ، مع التقيد التام بأحكام المادة 58 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04.

يحرر إثبات المطابقة في محضر يعده مفتش الصيدلة ، عضو اللجنة ، ويوقعه بصفة قانونية أعضاء اللجنة المذكورة. ويجب إرسال أصل هذا المحضر فورا إلى العامل المختص.

الفرع الرابع

تسليم الإذن بإحداث الصيدليات أو استغلالها ونقل الأنشطة المهنية وتقديم الطعون

البند 1 تسليم الأذن

المادة: 25

تطبيقا لأحكام المادة 57 من القانون السالف ذكره رقم 04-17 ، يسلم الإذن بإحداث صيدلية من لدن عامل العمالة أو الإقليم المختص تبعا لمكان إقامة الصيدلية وذلك بعد الاطلاع على الملف المشار إليه في المادة 10 أعلاه ، وعند الاقتضاء ، على الوثائق الواردة في المادة 11 بالإضافة إلى محضر إثبات مطابقة المحل للمعايير التقنية للإقامة والصحة والمساحة المشار إليها في المادة 57 المذكورة أعلاه.

المادة: 26

تطبيقا لأحكام المادة 64 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 04-17 ، إذا تعلق الأمر بصيدلية محدثة في إطار شركة ، يجب على العامل المختص أن يتأكد من مطابقة العقد التأسيسي للشركة لأحكام القانون المذكور وكذا للنصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالشركات ، ولاسيما التحقق من أن الشركة تتكون حصرا من صيادلة مأذون لهم بصفة قانونية.

المادة: 27

عندما يكون الغرض من نقل الأنشطة المهنية إحداث صيدلية جديدة ، فإن الإذن بالإحداث يمنح وفقا لأحكام المادة 25 أعلاه.

المادة: 28

عندما يتم نقل الأنشطة المهنية في نفس النفوذ الترابي للعمالة أو الإقليم الذي توجد به صيدلية الصيدلي صاحب طلب النقل ، يجب على العامل المعني أن يقوم في الآن نفسه بإلغاء الإذن المسلم سابقا للمعني بالأمر وأن يمنح له الإذن بالنقل ، وعند الاقتضاء ، أن يسلم الإذن للصيدلي الذي افتنى الصيدلية المذكورة.

وعلاوة على ذلك ، إذا لم تكن الصيدلية موضوع تفويت ، يجب على الصيدلي المعني أن يقوم فور الحصول على الإذن الجديد بإغلاق صيدليته القديمة. ويعاين العامل إغلاق الصيدلية المذكورة من لدن الصيدلي المعني. وفي حالة عدم إغلاقها ، قام العامل بذلك فورا.

المادة: 29

إذا كان نقل الأنشطة المهنية سيتم داخل النفوذ الترابي لإقليم أو عمالة غير تلك التي توجد بها صيدلية الصيدلي صاحب طلب النقل ، فإن الإذن المذكور يجب أن يتضمن الإشارة إلى إلغاء الإذن السابق ومراجعته والسلطة التي سلمته.

يوجه العامل الذي سلم الإذن بالنقل فورا نسخة من الإذن المذكور إلى العامل المختص التابع له مكان إقامة الصيدلية القديمة من أجل معاينة إغلاقها أو في حالة عدم إغلاقها ، قام بذلك فورا .أو عند الاقتضاء ، أو عند الاقتضاء ، تسليم الإذن للصيدلي الذي اقتناها.

المادة: 30

يستدعي العامل المختص صاحب الطلب ، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل ، قصد سحب قرار الإذن داخل أجل ستين يوما ابتداء من تاريخ تبليغ الاستدعاء.

غير أن سحب قرار الإذن يكون مشروطا بالإدلاء بشهادة يسلمها رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيادلة يثبت فيها أن المعني بالأمر لا يملك ولا يشترك في ملكية أي صيدلية أخرى ولا يزاول أي نشاط صيدلي آخر.

إذا لم يسحب القرار المذكور داخل الأجل المحدد اعتبر المعني بالأمر متخليًا عن طلبه.

المادة: 31

يجب على عامل العمالة أو الإقليم الذي سلم إذن الإحداث أو الاستغلال أو النقل أن يوجه نسخة منه فورا إلى وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الوطني والمجلس أو المجالس الجهوية للصيادلة المعنية.

المادة: 32

لا يترتب على تخلي الصيدلي صاحب الطلب عن طلب الإذن بإحداث صيدلية أو بنقل الأنشطة المهنية أو على تنازله لفائدة صيدلي آخر نقل حق ترتيب الأولوية في إيداع الملف.

المادة: 33

يجب أن يكون رفض تسليم الإذن بإحداث الصيدلية أو استغلالها أو نقل أنشطتها معطلا ويبلغ كتابة إلى الصيدلي صاحب الطلب.

البند 2

الإذن بإدخال تغييرات تتعلق بالمحل الذي توجد به الصيدلية

المادة: 34

تطبيقاً لأحكام المادة 60 من القانون رقم 17-04 ، يجب أن يكون كل تغيير يطرأ على العناصر المتعلقة بالمحل الذي توجد به الصيدلية والتي على أساسها تم تسليم إذن الإحداث ، موضوع طلب إذن جديد تحدد فيه طبيعة التغييرات المراد إنجازها.

يسلم العامل المختص الإذن الذي تم طلبه بعد قيام اللجنة المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه بزيارة لفحص مطابقة المحل.

إذا عاينت اللجنة أن من شأن التغييرات المتعلقة بواجهة الصيدلية الإخلال بالمسافة الدنيا الفاصلة بين الصيدلية المعنية وحدود الواجهات الأقرب للصيدليات المجاورة ، وجب على الصيدلي المعني بالأمر الإدلاء بالشهادة والملف التقني الطبوغرافي المرفق بها المنصوص عليهما على التوالي في المادتين 19 و 20 أعلاه.

يوجه العامل المختص فوراً نسخة من الإذن المنصوص عليه في هذه المادة إلى كل من وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الوطني والمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني بالأمر.

المادة: 35

تطبيقاً للفقرة الأخيرة من المادة 60 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 ، يجب أن تكون أشغال التهيئة المنجزة بداخل الصيدلية موضوع تصريح لدى عامل العمالة أو الإقليم المختص.

المادة: 36

لأجل تطبيق الفقرة السادسة من المادة 58 من القانون المذكور أعلاه رقم 17-04 ، يسري أجل سنة واحدة المشار إليه في تلك الفقرة ابتداء من تاريخ قرار العامل بالإذن بإحداث الصيدلية.

لأجل تطبيق الفقرة الثانية من المادة 59 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 يسري أجل ستة أشهر الوارد في الفقرة المذكورة ابتداء من تاريخ قرار العامل بالإذن بنقل الأنشطة المهنية.

البند 3

الطعون

المادة: 37

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 58 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 في حالة رفض تسليم الإذن بإحداث صيدلية أو استغلالها أو نقل الأنشطة المهنية من قبل العامل ، يمكن للصيدلي المعني أو ممثل الشركة ، عند الاقتضاء ، قبل اللجوء إلى المحاكم المختصة أن يتقدم بطلب استعاطي أمام عامل العمالة أو الإقليم الذي اتخذ قرار الرفض.

يعيد العامل دراسة ملف طلب الإذن ، وعند الاقتضاء ، العناصر الجديدة المدلى بها من قبل المعني بالأمر ، ويبت في الطلب داخل أجل لا يتعدى ستين يوماً.

الفرع الخامس

مستودعات الأدوية وخدمة الحراسة الليلية

المادة: 38

تطبيقاً لأحكام المادة 67 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ، يمنح ، بطلب من رئيس الجماعة القروية التي لا توجد بها أي صيدلية ، الإذن بإحداث مستودع للأدوية خارج المدار الحضري وتسييره عندما تستوجب ذلك المصلحة العامة ، من قبل عامل العمالة أو الإقليم الموجود بدائرة نفوذه مكان إقامة أقرب صيدلية من الجماعة المذكورة إلى الصيدلي أو الصيدلة مالكي الصيدلية المذكورة ، بعد استطلاع رأي المجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

يظل الصيدلي المأذون له باستغلال مستودع الأدوية والصيدلة الشركاء إذا تعلق الأمر بشركة ، مسؤولين عن مجموع الأعمال الصيدلية المنجزة داخل المستودع المذكور.

تحدد كفايات استغلال مستودع للأدوية ومؤهلات المستخدمين العاملين به ولائحة الأدوية التي تصرف به ، بقرار لوزير الصحة بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

المادة: 39

في الحالتين المنصوص عليهما في المادة 68 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ، يقوم العامل فوراً بمعاينة إغلاق مستودع الأدوية الذي أصبح إذن إحداثه واستغلاله لاغياً ، وفي حالة عدم إغلاقه قام بذلك.

المادة: 40

ما عدا حالة مستودعات الأدوية التي يمكن للعامل المعني الإذن بإحداثها ، بصفة استثنائية عند الحاجة خارج المدار الحضري ، يجب على أصحاب المستودعات الليلية المفتوحة في وجه العموم أن يقوموا بإغلاقها داخل الأجل المحدد في المادة 132 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04.

يتعين على صيدلة الصيدليات وفقاً لأحكام المادة 111 من القانون رقم 17-04 المذكور ، أن يتولوا مهمة الحراسة الليلية مع التقيد بأوقات الفتح والإغلاق وبالكفايات التي يحددها العامل المختص باقتراح من رئيس المجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

الفرع السادس النيابة والاستعانة بمساعدين

المادة: 41

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 123 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 يتحقق الأمين العام للحكومة من العذر القانوني الذي يبرر غياب الصيدلي عن صيدليته خلال فترة محددة ، ويسلم الإذن بالنيابة عن الفترة المذكورة. ويوجه نسخة منه إلى وزير الصحة والعامل المختص وإلى رئيسي المجلس الوطني والمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

المادة: 42

يجب على صيدلي الصيدلية الذي يستعين بصيدلي مساعد بموجب أحكام المادة 108 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ، أن يصرح بذلك إلى عامل العمالة أو الإقليم الذي سلم الإذن بفتح الصيدلية أو نقل الأنشطة المهنية. وبعد أن يأخذ هذا الأخير علماً بذلك ، يخبر وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الجهوي لهيئة صيدلة الصيدليات.

المادة: 43

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 108 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 ، يجب أن يعد العقد النموذجي الذي تبرم على أساسه العقود بين الصيدلة أصحاب الصيدليات والصيدلة المساعدين ، من لدن المجلس الوطني لهيئة الصيدلة ويوافق عليه وزير الصحة والأمين العام للحكومة.

الباب الرابع الإذن بإحداث المؤسسات الصيدلية

الفرع الأول طلبات الإذن المسبق بالموافقة لإحداث المؤسسات الصيدلية

البند 1**إيداع طلبات الإذن المسبق بالموافقة****المادة: 44**

لأجل إحداث مؤسسة صيدلية ، يجب على الصيدلي المؤسس أو إذا تعلق الأمر بشركة على ممثلها القانوني أن يودع طلب إذن مسبق بالموافقة لدى الأمانة العامة للحكومة.

يجب أن يحدد الطلب المذكور الإقليم أو العمالة حيث يعتزم إقامة المؤسسة الصيدلية ، وكذا غرضها وهوية الصيدلي المؤسس أو هوية الممثل القانوني ، عندما يتعلق الأمر بشركة.

المادة: 45

يجب أن يكون طلب الإذن المسبق بالموافقة مشفوعا بالوثائق التالية في ثلاثة نظائر:

- 1- التصاميم الهندسية المعدة مع احترام المعايير التقنية للإحداث الجاري بها العمل مؤشرا عليها من قبل السلطة المختصة ؛
- 2- التصاميم التالية : تصميم الموقع وتصميم الكتلة وتصاميم مرقمة للمحلات التي تحدد على الخصوص مكان مزاولة الأنشطة الصيدلية وممرات الأشخاص والمواد الأولية والمواد التامة الصنع المتعلقة بالعمليات الصيدلية وكذا قائمة التجهيزات اللازمة لإنجاز الأنشطة المراد مزاولتها ؛
- 3- تصاميم تنفيذ التجهيزات التقنية المتعلقة خاصة بالكهرباء والسباكة ومولد الكهرباء والتكييف والتهوية والحماية من الحريق والتعقيم عند الاقتضاء ؛
- 4- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء العقار أو كرائه أو عقد الوعد بالاقتناء أو بالكراء ؛
- 5- مذكرة يوقعها بصفة قانونية الصيدلي المؤسس أو الممثل القانوني ، إذا تعلق الأمر بشركة يشار فيها إلى موقع أو مواقع التصنيع أو التخزين أو هما معا التي ستقام خارج موقع المؤسسة ، وعند الاقتضاء إلى العملية أو العمليات التي سيتم تفويضها وإلى المؤسسة المفوض إليها ؛
- 6- قائمة الأنشطة الصيدلية التي ستنجز بالمؤسسة ؛
- 7- بطاقة تقنية تبين تاريخ انطلاق إنجاز المشروع والتخطيط لمراحله ومدته ، وكذا تخصيص المحلات والتجهيزات مع التقيد بقواعد حسن إنجاز صنع الأدوية أو توزيعها الجاري بها العمل.

المادة: 46

إذا تعلق الأمر بشركة ، يجب أن يشتمل الملف بالإضافة إلى ذلك على ما يلي:

- 1- ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من النظام الأساسي للشركة ؛
- 2- ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من محضر مصادقة الجمعية العامة التأسيسية على النظام الأساسي للشركة ؛
- 3- قائمة أعضاء الجهاز التداولي وصفاتهم ؛
- 4- مقرر الجهاز التداولي القاضي بتعيين الممثل القانوني للشركة والصيدالة الذين تم اقتراحهم لشغل مناصب صيدلي مسؤول ، وعند الاقتضاء ، صيدالة مساعدين وصيدالة مندوبين وكذا الصيدالة المعينين لشغل وظائف مدراء تقنيين وتجاربيين ؛ ويجب أن يبين كذلك:
- 5- الشكل القانوني للشركة وتسميتها وعنوان مقرها الرئيسي ؛
- 6- عنوان موقع أو مواقع المؤسسة الصيدلية المراد إقامتها.

المادة: 47

بالنسبة إلى المؤسسات الصيدلية الصناعية ، يجب على الصيدلي المؤسس ، أو إذا تعلق الأمر بشركة ، على ممثلها القانوني أن يدلي علوة على الوثائق المذكورة في المادة 45 أعلاه بالوثائق التالية:

- 1- قرار الموافقة البينية مسلم من السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة طبقا للمادة 7 من القانون رقم 03-12 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة ؛
- 2- مذكرة يوقعها بصفة قانونية الصيدلي المؤسس أو الممثل القانوني ، إذا تعلق الأمر بشركة ، يشار فيها إلى وصف نظام معالجة الهواء ونظام معالجة الماء المناسبين ؛

- 3 قائمة الأشكال الصيدلانية التي يعتزم المؤسس صناعتها واستيرادها وبيعها بالجملة.

المادة: 48

بالنسبة إلى المؤسسات الصيدلانية التي تتعاطى نشاط تصنيع الغازات المعدة للاستعمال الطبي أو توزيعها ، يجب على الصيدلي المؤسس ، أو إذا تعلق الأمر بشركة ، على ممثلها القانوني أن يدلي ، بالإضافة إلى الوثائق المشار إليها في المواد 45 و 46 و 47 أعلاه ، بتصميم أماكن تخزين الغازات الطبية.

البند 2

دراسة الطلبات وتسليم الإذن المسبق بالموافقة

المادة: 49

يسلم الإذن المسبق بالموافقة على إحداث مؤسسة صيدلانية داخل أجل 60 يوما ابتداء من تاريخ توصل الأمين العام للحكومة بالطلب ، وذلك بعد موافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

ولهذا الغرض ، يتوفر وزير الصحة على أجل 30 يوما ابتداء من توصله بالملف الموجه إليه من لدن الأمانة العامة للحكومة قصد دراسته وإبداء رأيه.

يجب على المجلس الوطني لهيئة الصيدلة إبداء رأيه داخل أجل 15 يوما ابتداء من إحالة الأمر إليه.

المادة: 50

يمكن إيقاف سريان الأجل المنصوص عليه في المادة 49 أعلاه ، إذا تعذر تسليم الإذن لأسباب تعزى إلى صاحب الطلب ، لاسيما إذا لم يدل بوثائق الإثبات الواردة في البند الأول من هذا الفرع أو قدم وثائق غير صالحة. ويحاط صاحب الطلب علما بهذا الإيقاف برسالة يدعى من خلالها إلى تقديم الإثباتات المطلوبة منه.

يسري أجل جديد ابتداء من تسلم الأمين العام للحكومة للإثباتات المطلوبة.

المادة: 51

يجب أن يشير قرار الإذن المسبق بالموافقة إلى هوية الصيدلي المالك ، أو إذا تعلق الأمر بشركة ، إلى عنوانها التجاري وتسميتها وصنف المؤسسة الصيدلانية ، طبقا لأحكام المادة 74 من القانون أعلاه رقم 04-17 المشار إليه ، وكذا الأنشطة والأشكال الصيدلانية المرخص بها.

يبلغ الإذن فورا إلى كل من وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة وعامل العمالة أو الإقليم محل إقامة المؤسسة الصيدلانية المراد إحداثها.

الفرع الثاني

طلبات الإذن النهائي بفتح المؤسسات الصيدلانية

البند 1

إيداع طلبات الإذن النهائي

المادة: 52

بمجرد الانتهاء من أشغال إنجاز المشروع ، يجب على صاحب الإذن المسبق بالموافقة أن يودع طلب إذن نهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية لدى الأمانة العامة للحكومة.

ويجب أن يرفق الطلب المذكور بالوثائق التالية:

- 1 ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من أذن مزاولة المهنة من لدن الصيدلة المقترحين لممارسة مهام صيدلي مسؤول ومهام الصيدلة المساعدين وعند الاقتضاء ، الصيدلي أو الصيدلة المندوبين والمسلمة لهم طبقا لأحكام المادتين 93 و 94 من القانون رقم

17-04 المشار إليه أعلاه وكذا الوثائق التي تثبت مؤهلاتهم أو تجربتهم المهنية المطلوبة بموجب المادتين **99** و **100** من نفس القانون ؛

- **2** قائمة أسماء الصيدالة المقترحين لشغل منصب مدير تقني ومدير تجاري مرفقة بنسخ مشهود بمطابقتها للأصول من أذن المزاولة المسلمة لهم ؛

- **3** ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من عقود استخدام الصيدلي المسؤول والصيدالة المساعدين وعند الاقتضاء ، الصيدالة المندوبين ، وكذا عقود استخدام الصيدالة الذين سيتولون مهام مدير تقني ومدير تجاري ؛

- **4** تصاريح بالشرف للصيدالة المشار إليهم في البند **3** أعلاه من هذه المادة تحمل توقعاتهم مصادق عليها قانونا وتثبت عدم جمعهم بين مهامهم وأي نشاط صيدلي آخر ؛

- **5** قائمة أسماء المستخدمين التقنيين وكذا الوثائق التي تثبت مؤهلاتهم موقع عليها بصفة قانونية من لدن صاحب الإذن المسبق بالموافقة ؛

- **6** حسب غرض المؤسسة ، قائمة الآلات والتجهيزات والمعدات ولاسيما تلك المخصصة لوزن المنتوجات الصيدلية وتصنيعها ومراقبتها وتوضيبيها وتخزينها وحيازتها ومناولتها وتغليفها وكذا الوسائل المخصصة لبيعها بالجملة وتوزيعها بالجملة مع احترام قواعد حسن إنجاز صنع الأدوية وتوزيعها ؛

- **7** ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من عقد تفويض العمليات مع الإشارة إلى طبيعة العمليات التي سيتم تفويضها بموجب المادة **89** من القانون رقم **17-04** السالف الذكر ، عند الاقتضاء ؛

- **8** النظام الداخلي للمؤسسة موقع عليه بصفة قانونية من قبل صاحب الإذن المسبق بالموافقة ، أو مصادق عليه من قبل الجهاز التداولي ، إذا تعلق الأمر بشركة.

ويجب أن يشير هذا النظام الداخلي إلى كفاءات سير المؤسسة وأن يوضح وجوبا كفاءات تدبير النفايات الصيدلية طبقا لمقتضيات القانون رقم **28-00** المتعلق بتدبير النفايات والتخلص منها والنصوص المتخذة لتطبيقه.

المادة: 53

إذا اعتزمت المؤسسة الصيدلية استغلال أدوية أو منتجات تحتوي على عناصر مشعة اصطناعية أو حيازتها ، يجب على الصيدلي المقترح لشغل منصب الصيدلي المسؤول أن يدلي بشهادة تثبت حصوله على تكوين في صيدلة الأشعة وإذا تعذر ذلك ، يجب عليه أن يصرح بالشخص المختص المؤهل لمساعدته طبقا لمقتضيات المادة **101** من القانون السالف الذكر. ويجب أن يكون الشخص المذكور صيدليا مأذونا له قانونا بمزاولة الصيدلة وحاصلا على نفس التكوين.

البند 2

دراسة الطلب وتسليم الإذن النهائي

المادة: 54

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن النهائي ، بعد موافقة وزارة الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدالة داخل أجل **30** يوما ابتداء من تاريخ التوصل بالموافقة والإذن المذكورين.

يسلم الإذن النهائي بعد الاطلاع على الإذن المسبق بالموافقة ومحضر زيارة مراقبة المطابقة للمعايير التقنية المنصوص عليها في المادة **55** أدناه والمنجزة وفقا لأحكام الفقرة الثالثة من المادة **76** من القانون المشار إليه أعلاه رقم **17-04** والوثائق المنصوص عليها في المادة **52** أعلاه.

ويجب أن يشير صراحة إلى العناصر المضمنة في الإذن المسبق بالموافقة ، وكذا إلى هوية الصيدلي المسؤول.

المادة: 55

طبقا لأحكام المادة 75 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 ، تحدد بقرار لوزير الصحة بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدالة ، المعايير التقنية التي يجب استيفاؤها من لدن المؤسسات الصيدلانية الصناعية والمؤسسات الصيدلانية الموزعة بالجملة.

تحدد وفق نفس المسطرة المعايير التقنية الخاصة بمؤسسات صنع الغازات الطبية وتوزيعها وبيعها.

المادة: 56

يتم تبليغ قرار الإذن النهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية فورا إلى وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدالة وإلى عامل العمالة أو الإقليم حيث ستقام المؤسسة الصيدلانية.

الفرع الثالث

مسطرة الموافقة على عمليات توسيع محال الصنع أو التخزين أو هما معا ، أو تعديلها أو نقلها

البند 1

التوسيعات والتعديلات

المادة: 57

طبقا لمقتضيات المادة 79 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر ، يجب التصريح لدى الأمانة العامة للحكومة بكل مشروع توسيع أو تعديل للمحال الموجودة بالموقع أو المواقع المبينة في الإذن النهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية قبل الشروع في إنجازه.

يجب كذلك التصريح لدى الأمانة العامة للحكومة بكل تعديل آخر يمس عناصر الملف التي تم على أساسها تسليم الإذن النهائي قبل الشروع في إنجازه.

يجب في كلتا الحالتين السالفتين ، أن يرفق التصريح بالمستندات والوثائق التي تبرر التعديلات المزمع القيام بها.

المادة: 58

يبلغ الأمين العام للحكومة موافقته إلى المؤسسة الصيدلانية المعنية داخل أجل لا يتعدى 60 يوما كاملة يحتسب ابتداء من تاريخ توصله بالتصريح ، بعد الاطلاع على موافقة وزير الصحة.

غير أنه ، يتم توقيف هذا الأجل إذا استوجب الأمر القيام بتفتيش المؤسسة المعنية أو إذا طلب من هذه الأخيرة استكمال عناصر ملف التصريح. وفي هذه الحالة ، يسري أجل جديد مدته 30 يوما يبتدئ من تاريخ التوصل بالعناصر المطلوبة.

يجوز للأمين العام للحكومة ، طبقا للفقرة الثالثة من المادة 79 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 ، أن يعترض بقرار مغل ، في الأجل المحدد ، على التعديلات المقترحة بعد موافقة وزير الصحة.

المادة: 59

يبلغ الأمين العام للحكومة قراره بالموافقة أو عند الاقتضاء قراره بالتعرض إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيدالة.

البند 2

نقل محال الصنع أو التخزين أو هما معا

المادة: 60

يجب أن يكون نقل محال الصنع أو التخزين أو هما معا ، خارج الموقع أو المواقع المبينة في الإذن النهائي بفتح مؤسسة صيدلانية وكذا كل إحداث لموقع أو مواقع جديدة من قبل نفس المؤسسة الصيدلانية ، موضوع إذن يسلمه الأمين العام للحكومة طبقا لأحكام المادتين 75 و 76 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر والمواد 45 و 47 و 49 و 50 و 51 وعند الاقتضاء المواد 48 و 52 و 53 من هذا المرسوم.

الفرع الرابع

النيابات

المادة: 61

تطبيقا لأحكام البند الأول من المادة 127 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17-04 ، يجب على الصيدلي المسؤول الذي يتغيب لمدة تقل عن ثلاثة أشهر أن يوجه ، خمسة عشر يوما على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه ، تصريحاً إلى الأمين العام للحكومة ووزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيادلة ، مرفقا بالوثائق التي تثبت أن الصيدلي النائب عنه يستوفي الشروط الواردة في البند المذكور.

المادة: 62

تطبيقا لأحكام البند الثاني من المادة 127 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 ، يجب على الصيدلي المسؤول الذي يتغيب لمدة تفوق ثلاثة أشهر دون أن تتجاوز سنة واحدة أن يودع ، ستين يوما على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه ، طلب إذن نيابة لدى الأمين العام للحكومة.

يجب أن يرفق الطلب المذكور بالوثائق التي تثبت أن الصيدلي النائب عنه يستوفي الشروط الواردة في البند المذكور.

المادة: 63

تطبيقا لأحكام المادة 129 من القانون السالف ذكره رقم 17-04 يجب على الصيدلي المسؤول الذي يرغب في إيقاف نشاطه بصفة نهائية أن يودع ، ستين يوما على الأقل قبل التاريخ المقرر لإيقاف مهامه ، طلب إذن نيابة لدى الأمانة العامة للحكومة مرفقا بالوثائق المنصوص عليها في البنود 1 و 3 و 4 من المادة 52 أعلاه المتعلقة بالصيدلي المرشح للنيابة.

المادة: 64

يسلم الأمين العام للحكومة داخل أجل لا يتجاوز ستين يوما أدون النيابة بالنسبة للحالات المنصوص عليها في المادتين 62 و 63 أعلاه بعد الاطلاع على تقرير بحث مفتشية الصيدلة وموافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

المادة: 65

تطبيقا لأحكام المادة 128 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 ، يجب على الصيدلي المندوب أو الصيدلي المساعد الذي يتغيب لمدة تفوق شهرا ، أن يودع ، ثلاثين يوما على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه ، طلب إذن نيابة لدى الأمانة العامة للحكومة.

يسلم الأمين العام للحكومة داخل أجل لا يتجاوز ثلاثين يوما إذن النيابة بعد الاطلاع على تقرير بحث مفتشية الصيدلة وموافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

الباب الخامس
أحكام مختلفة وختامية

المادة: 66

طبقا لمقتضيات المادة 96 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر ، يجب على كل صيدلي ، بعد حصوله على الإذن بالمزاولة ، أن يقيّد نفسه ، حسب الحالة ، في جدول الهيئة الخاص ب:

*مجلس الصيادلة المصنعين والموزعين بصفة صيدلي مسؤول أو صيدلي مندوب أو صيدلي مساعد أو صيدلي مدير تقني أو تجاري بناء على شهادة مسلمة له من قبل المؤسسة الصيدلانية التي استخدمته ؛
*أو المجلس الجهوي لصيادلة الصيدليات للمكان الذي يتواجد به عنوانه المهني ، بصفته صيدليا مالكا لصيدلية أو صيدلي شريك في صيدلية أو صيدلي مساعد بصيدلية بناء ، حسب الحالة ، على قرار الإذن بفتح مؤسسة صيدلية أو نقلها أو شهادة مسلمة من قبل صيدلي الصيدلية إلى الصيدلي المساعد الأجير.

المادة: 67

تحدد بقرار لوزير الصحة ، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدالة قواعد حسن إنجاز الأعمال الصيدلية المنصوص عليها في المادة 31 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر.

المادة: 68

تحدد بقرار لوزير الصحة ، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدالة ، قواعد حسن إنجاز صنع الأدوية وتوزيعها المنصوص عليها في المادة 20 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 تحدد حسب نفس المسطرة قواعد حسن إنجاز الصنع والتوزيع الخاصة بمؤسسات صنع الغازات الطبية وتوزيعها وبيعها ، وكذا قائمة المواد الملوثة التي تستوجب معالجة خاصة والمنصوص عليها في المادة 87 من القانون رقم 17-04 المشار إليه أعلاه.

المادة: 69

طبقا لمقتضيات المادتين 85 و 90 من القانون السالف الذكر رقم 17-04 ، تحدد بقرار لوزير الصحة ، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدالة ، المهام التقنية للمدراء التقنيين والمدراء التجاريين بالمؤسسات الصيدلية.

المادة: 70

يقصد بالإدارة في مدلول المواد 118 و 119 و 120 و 123 (النقط 1 و 2 و 3 البند 2) و 126 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر وزارة الصحة.

يقصد بالإدارة في مدلول المواد 82 و 83 و 102 و 123 (الفقرة الأخيرة) و 139 و 149 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر الأمين العام للحكومة.

يقصد بالإدارة في مدلول المواد 89 و 97 (الفقرة الثالثة) و 130 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر وزارة الصحة والأمانة العامة للحكومة.

المادة: 71

تطبيقا لمقتضيات المادة 97 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر ، يجب على الصيدلي المأذون له بمزاولة الصيدلة بالقطاع الخاص أن يخبر فورا ، بمجرد تعيينه في وظيفة عمومية ، حسب الحالة ، الأمانة العامة للحكومة أو المجلس الوطني لهيئة الصيدالة الذي سلم له الإذن بالمزاولة.

المادة: 72

مع مراعاة أحكام المادة 159 من القانون رقم 17-04 السالف الذكر ، يدخل هذا المرسوم حيز التنفيذ ابتداء من اليوم الثلاثين الذي يلي تاريخ نشره بالجريدة الرسمية.

غير أنه ، بالنسبة لملفات طلبات أذن أو نقل الصيدليات وأذن إحداث المؤسسات الصيدلية الصناعية والمؤسسات الصيدلية الموزعة بالجملة المودعة لدى السلطة الإدارية المحلية المختصة ، مقابل وصل ، قبل تاريخ دخول هذا المرسوم حيز التنفيذ ، وكذا تسليم الأذن المتعلقة بها تظل خاضعة لمسطرة الدراسة المعمول بها قبل التاريخ المذكور.

المادة: 73

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير الداخلية والأمين العام للحكومة ووزيرة الصحة ، كل واحد منهم فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 5 رجب 1429 (9 يوليو 2008).

الإمضاء : عباس الفاسي.

وقعه بالعطف:

وزير الداخلية ،

الإمضاء : شكيب بنموسى.

الأمين العام للحكومة ،

الإمضاء : عبد الصادق الربيع.

وزيرة الصحة ،

الإمضاء : ياسمينه بادو.

